

Appel à une campagne de soutien aux déserteurs en Europe

Les autorités de l'Union européenne discutent actuellement de mesures sévères visant à restreindre l'entrée des citoyens russes ayant participé aux combats, y compris ceux qui ont refusé de continuer la guerre. Ces mesures deviennent déjà une réalité : plusieurs États européens refusent systématiquement l'asile aux déserteurs russes, les accusant de « complicité » et les privant de toute possibilité de refuge sûr. Et cela alors même que de nombreux citoyens russes ont été contraints de force à servir dans l'armée – une pression qui ne cesse de s'intensifier.

Dans le même temps, la désertion et l'abandon non autorisé de poste au sein de l'armée russe augmentent en réponse à une guerre sans fin et aux crimes du régime. Selon les estimations de journalistes indépendants et de la communauté OSINT, entre 100 000 et 120 000 cas de refus de participer aux violences et aux massacres ont été enregistrés depuis le début de l'invasion à grande échelle. Seuls 15 à 20 % de ces cas ont donné lieu à des poursuites judiciaires. La majorité des déserteurs restent en Russie dans une peur permanente : en cas d'arrestation, ils risquent la torture, l'emprisonnement, l'envoi dans des « bataillons d'assaut » ou la mort au front. Seule une infime minorité parvient à rejoindre un pays sûr.

La désertion est un puissant instrument contre la guerre : elle affaiblit la machine militaire du régime et sauve des vies. Soutenir celles et ceux qui choisissent la vie et la paix peut accélérer la fin du conflit et devenir un signal fort en faveur de changements internes en Russie.

Accorder le droit d'asile relève de la souveraineté des États nationaux. Pourtant, l'Europe leur ferme presque toutes les portes. Même en France, où la CNDA a reconnu

que la désertion peut constituer un motif d'asile, seules quelques personnes ont obtenu une protection. En Allemagne, au début de l'année 2026, les autorités ont commencé à multiplier les refus d'asile visant des déserteurs russes. Parallèlement, plusieurs pays de l'UE envisagent une interdiction totale d'entrée pour tous les citoyens russes ayant participé à la « SVO », privant ainsi des individus du droit à la vie et à la protection humanitaire.

De même, pour des raisons humanitaires, nous reconnaissons le droit des déserteurs ukrainiens à une protection dans l'UE. Le droit à la vie et à la liberté prime sur les droits de l'État.

Nous exigeons des mesures immédiates :

- Reconnaître le refus de participer à la guerre (désertion et abandon non autorisé de poste) comme un motif légitime pour obtenir le droit d'asile dans chacun des pays, et protection l'Union européenne. Il s'agit d'un acte de conscience et d'un refus de participer à des crimes.
- Délivrer des documents de voyage humanitaires (laissez-passer) aux personnes dépourvues de passeport international, afin qu'elles puissent se rendre en sécurité dans l'UE et déposer une demande de protection.
- Informer largement la population russe des possibilités de protection, afin que la désertion devienne un choix réellement accessible, et non un acte désespéré.

Chaque refus de protection met une vie en danger. Chaque porte ouverte est une chance pour la paix et pour des transformations internes. L'Europe doit ouvrir ses portes à celles et ceux qui choisissent la vie et l'humanité — et non renforcer la guerre et la répression.

Premiers signataires : Arrizabalo Xavier, professeur d'économie université de Madrid (Espagne), Braun Reiner, Bureau international pour la Paix (Allemagne), Ernaux Annie, écrivaine prix Nobel de littérature 2022 (France), Hergersberg Regine, responsable syndicale Ver.di (Allemagne), Karlsson Anders, avocat juriste droit du travail (Suède), Lardeux Sébastien, responsable syndical (France), Mignard Jean-Pierre, avocat au barreau de Paris et essayiste (France), Pelloux Patrick, président de l'Association des médecins urgentistes (France), Robles Manuel Ruiz, ex-capitaine de navire (Espagne), Salh Jamal, médecin et historien, détenteur de la Croix-de-Saint Georges (Espagne), Serrano Blanquer Jardin, recteur émérite (Espagne), Shaw Martin, professeur émérite université du Sussex (Royaume-Uni), Zwickel Klaus, ancien président syndicat IG Metall (Allemagne).

<http://deserters.org/>

Signataires publics : **Arenas Rodrigo**, député LFI (France) ; **Aurigny Nicole**, présidente de la Fédération nationale laïque des monuments pacifistes (France) ; **Altmann Michael**, syndicaliste Ver.di, Hesse (Allemagne) ; **Baissat Bernard**, Union pacifiste (France) ; **Becker Heiner**, syndicaliste GEW Hesse (Allemagne) ; **Benedetti Christian**, metteur en scène (France) ; **Blanquer Jordi Serrano**, historien, recteur émérite (Espagne) ; **Bohmbach Horst**, syndicaliste GEW (Allemagne) ; **Boulboullé Carla**, rédaction So-PoDe, syndicaliste GEW (Allemagne) ; **Boumier Patrick**, chercheur, syndicaliste (France) ; **Brandau Britta**, syndicaliste Ver.di (Allemagne) ; **Dr Brauman Rony** (France) ; **Buchinger Erwin**, ancien ministre des affaires sociales SPO (Autriche) ; **Callinicos Alex**, sociologue et écrivain politique (Royaume Uni) ; **Chikirou Sophia**, députée LFI (France) ; **Chilliard Yves**, ex-directeur de recherche, syndicaliste (France) ; **Clouet Hadrien**, député LFI (France) ; **Dauphiné Quentin**, membre de la Tendance intersyndicale émancipation (France) ; **Delattre Hervé**, syndicaliste (France) ; **Delgado Varas Lorena**, députée (Suède) ; **Duch Jordi Salvador**, député Groupe républicain (Espagne) ; **Ebbers Helga**, NGG (Allemagne) ; **Eriksson Ake**, militant pour la Paix (Suède) ; **Erodi Karen**, députée LFI (France) ; **Eyschen Christian**, porte-Parole de l'Association internationale de la Libre Pensée (France) ; **Dr Federman Georges Yoram**, psychiatre gymnopédiste à Strasbourg (France) ; **Feld Mathilde**, députée LFI (France) ; **Fernandez Juan Miguel**, ex-conseiller Tribunal des comptes (Espagne) ; **Galand Pierre**, sénateur honoraire, militant associatif (Belgique) ; **Ghanem Mohammad**, communauté palestinienne de Hesse (Allemagne) ; **Klein Brigitte**, syndicaliste GEW, membre du Conseil pour la paix Heilbronn (Allemagne) ; **Krupp Gotthard**, syndicaliste Ver.di, Berlin-Brandebourg (Allemagne) ; **Kunze Mario**, syndicaliste Ver.di (Allemagne) ; **Lacour Claire**, universitaire (France) ; **Laisney Maxime**, député LFI (France) ; **Larsen Steffen**, instituteur (Danemark) ; **Legavre Jérôme**, député LFI (France) ; **Madsen Jorgen**, travailleur social (Danemark) ; **Magnus Axel**, Sociaux-démocrates et syndicalistes contre l'état d'urgence (Autriche) ; **Mahieux Christian**, cheminot, syndicaliste (France) ; **Martineau Sébastien**, syndicaliste (France) ; **Martinez Miguel**, Comité international contre la répression (France) ; **Matzke Cornelia**, médecin, ex-députée de Saxe (Allemagne) ; **Mix Wolfgang**, syndicaliste GEW (Allemagne) ; **Moeller Jacobsen Per**, militant anti-impérialiste (Danemark) ; **Mortagne Bruno**, LFI, Berlin (Allemagne) ; **Mortagne Sabine**, AGBSW (Allemagne) ; **Natterer Margit**, syndicaliste GEW (Allemagne) ; **Ozon Constantin**, Association pour l'émancipation des travailleurs (Roumanie) ; **Panot Mathilde**, députée LFI (France) ; **Pieper Hans Jürgen**, syndicaliste Ver.di (Allemagne) ; **Pointillart Alain**, ex-directeur de recherche, syndicaliste (France) ; **Popescu Mugurel**, syndicaliste fédération Hermes (Roumanie) ; **Portes Thomas**, député LFI (France) ; **Prasuhn Volker**, syndicaliste Ver.di Berlin (Allemagne) ; **Ricque Bruno**, syndicaliste (France) ; **Rees John**, co-fondateur de la coalition Stop the War (Royaume-Uni) ; **Rieken Jörn**, syndicaliste IG BAU Berlin (Allemagne) ; **Roques Alain**, directeur de recherche émérite, syndicaliste (France) ; **Thyde Rosell**, militante libertaire (France) ; **Rutz-Sperling Charlotte**, syndicaliste Ver.di (Allemagne) ; **Schou Anton**, enseignant (Danemark) ; **Sidorof Michel**, réalisateur (France) ; **Sieweke Beate**, syndicaliste Ver.di, BSW Düsseldorf (Allemagne) ; **Sigal Nicole**, écrivaine, comédienne (France) ; **Storn Herbert**, syndicaliste, groupe de travail Guerre et Paix de GEW (Allemagne) ; **Thyrêt Josephine**, syndicaliste Ver.di, coprésidente de BSW Berlin (Allemagne) ; **Varoufakis Yanis**, économiste et ancien ministre des Finances (Grèce) ; **Dr Venet Cyrille**, réanimateur CHU Grenoble (France) ; **Wanceulen Maria Jose**, syndicaliste CCOO (Espagne) ; **Winkel-Tauchnitz Margarete**, Forum pour la paix de Düsseldorf (Allemagne) ; **Winkler Filip**, Jeunesse contre la guerre et les restrictions budgétaires (Allemagne) ; **Winkler Jonas**, Jeunesse contre la guerre et restrictions budgétaires (Allemagne) ; **Yssing Jesper**, menuisier (Danemark) ; **Zutz Axel**, syndicaliste GEW Berlin (Allemagne).

Je m'associe à l'appel à une campagne de soutien aux déserteurs en Europe

NOM, Prénom

Qualité

NOM, Prénom

Qualité

<http://deserters.org/>